Tamara Myers, *Caught : Montreal's Modern Girls and the Law, 1869-1945*

David Niget

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/2993>

DOI : 10.4000/rhei.2993

ISBN : 978-2-7535-1649-6

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2008

Pagination : 233-238

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

David Niget, « Tamara Myers, *Caught : Montreal's Modern Girls and the Law, 1869-1945* », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 10 | 2008, mis en ligne le 01 octobre 2008, consulté le 03 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/2993> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.2993>

Tamara Myers

Caught : Montreal's Modern Girls and the Law, 1869-1945

University of Toronto Press, 2006, 345 p.

ISBN 978-0802094506

Qu'est qu'une « jeune fille moderne » ? Sous ce vocable gentiment désuet qui reprend le titre d'un film hollywoodien de 1928, Tamara Myers pose la question centrale du poids du changement social et culturel dans l'évolution des pratiques judiciaires à l'égard de la jeunesse aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles québécois. En effet, cette jeune fille « moderne » incarne jusque dans sa chair et ses postures l'émancipation féminine, d'une part, et juvénile, d'autre part, qui bouscule alors les élites sociales comme les familles populaires. Libérées du foyer domestique, de la paroisse, et plus généralement des liens de la société traditionnelle, les jeunes montréalaises, victimes présumées d'une déchéance matérielle et morale, font l'objet d'une intervention croissante des nombreuses institutions sociales québécoises de 1869 à 1945.

Le point de vue de l'auteure est double : il s'agit, d'une part, d'appréhender la construction de la catégorie de « jeune délinquante » comme problème social, et, d'autre part, de déceler les effets produits par cette assignation sur la vie et l'identité des jeunes filles à Montréal. La question du genre est primordiale dans la grille d'analyse de T. Myers. On assiste, en effet, à l'émergence de formes de délictuosité spécifiquement féminines et de traitements socio-pénaux de cette délinquance spécialement féminins, qu'il s'agisse de sa définition changeante, des moyens utilisés pour rééduquer les jeunes déviantes ou même du personnel féminin amené à les mettre en œuvre.

Ce travail se décompose en quatre temps et thèmes. Deux premiers chapitres sont consacrés à l'évolution des mesures légales et des dispositifs institutionnels de prise en charge des mineures de 1869 à 1912, depuis l'ouverture des écoles de réforme catholiques jusqu'à la campagne pour l'établissement de tribunaux spécialisés. Les chapitres trois et quatre s'attachent à présenter la rupture légale et institutionnelle que consacre la création, en 1912, de la Cour des jeunes délinquants de Montréal. L'entrée en scène des professionnels de l'enfance et de l'adolescence est en effet cruciale s'agissant de délinquance féminine. Traversant le miroir, T. Myers se penche dans les chapitres cinq et six sur l'identité et l'expérience sociale des jeunes filles happées par la justice : qui sont-elles ? Quel est leur milieu social ? Abcès de fixation du regard récriminateur porté sur elles, la question de la sexualité irrégulière fait l'objet d'une étude particulièrement fouillée. Enfin, un chapitre conclusif aborde l'évolution, au XXème siècle, des institutions pour filles. Si elles sont plus perméables au traitement médico-psychologique qui remplace l'enfermement punitif, cet ajustement n'évite cependant pas le rejet spectaculaire de la réclusion que manifestent les filles qui se révoltent dans les institutions en 1945-1946.

Au XIXème siècle, le Québec est au diapason du mouvement réformateur nord-américain : la naissance d'un système judiciaire adapté aux mineurs consacre alors l'école de réforme comme panacée éducative. Il s'agit de sauver les enfants d'un milieu corrompateur, incarné par les classes indigentes des grandes villes, bataillons de la misère, déracinées, jugées incapables d'élever leurs fils et leurs filles. La disjonction familiale apparaît alors comme la solution dans ces cas limite. L'enfermement est une nécessité éducative dans un monde social brutal à l'égard des jeunes, menacés par la maladie, la pauvreté et le crime. Contre le pouvoir paternel, la justice, en constituant la jeune fille comme problème social, entend la protéger des dangers de la vie urbaine et industrielle, plaçant la sexualité au cœur de ses préoccupations. Dès lors, le modèle conventuel proposé par les sœurs du Bon Pasteur s'accorde parfaitement avec cette volonté de claustration et d'abstinence sexuelle, dans un contexte politique marqué par l'ultramontanisme catholique.

La fin du XIXème siècle voit se produire un retournement de ce discours : les institutions sont alors décrites comme des germoirs à mauvaises graines, des

écoles du vice. Les réformateurs promeuvent un autre modèle de prise en charge, celui du tribunal pour enfants, dont la mission est désormais d'intervenir dans la famille et non contre elle. Ce faisant, la définition de la délinquance est extraordinairement élargie, portant beaucoup plus sur l'observation des comportements irréguliers que sur les faits délictueux. Un traitement pénal préventif, attaché à la naissance du crime plus qu'à ses manifestations, descend alors dans le quotidien des jeunes filles. Cette législation, qui consacre l'incorrigible et en particulier la délinquante sexuelle comme nouveau parangon de la déviance, est particulièrement « genrée » et, d'une certaine manière, discriminatoire affirme T. Myers.

Au tournant du siècle, les acteurs de la justice des mineurs, réformateurs et nouveaux experts de l'enfance et de la sexualité, abandonnent l'icône de la jeune victime de la lubricité masculine, représentation caractéristique du XIX^{ème} siècle, pour dénoncer la « jeune fille dépravée » (« promiscuous »). « Alors que la culture adolescente remet en cause les standards victoriens de la bonne conduite et de la propriété, nous dit Myers, les nouveaux exploits sexuels des jeunes filles enjoignent les réformateurs à s'organiser pour éradiquer la prostitution, ce symbole moderne de la subversion de l'ordre racial et sexuel » (p. 58, notre traduction). Ce discours est amplifié, au Québec, par le retour de la question nationale dans le débat public, peu avant la première guerre mondiale. Au nom de la « défense de la famille canadienne-française », les discours nationalistes vilipendent la mauvaise fille. « La jeune fille moderne suscite l'urgence car elle est à la fois la manifestation et la prophétie du déclin moral de la famille canadienne française » (p. 65). Spécifique au Québec selon l'auteure, ce lien intime entre corps national et corps féminin est aussi le fruit de la mobilisation guerrière, qui sollicite toutes les énergies de la Nation et avive les craintes quant à son déclin, comme l'a montré Sonya Rose au sujet de l'Angleterre des années 1940.⁽¹⁾

Si la jeune fille est un problème social constitué au XX^{ème} siècle, elle devient aussi une métaphore de la modernité, suscitant des réactions variées face à l'évolution de ses mœurs. Le discours expertal reflète cette ambivalence, à travers la notion d'adolescence. Associé à une période de trouble pathologique, cet âge de la vie reflète aussi une nouvelle expérience psycho-sociale et concourt à la reconnaissance de la condition juvénile. D'une part, les travaux

(1) Rose (Sonya O.), « Sex, Citizenship, and the Nation in World War II Britain », *American Historical Review*, 103, 4, October 1998, p. 1147-1176.

consacrés à la déficience mentale contribuent à stigmatiser les jeunes filles déviantes, dont la précocité sexuelle est un indice de l'arriération, qui justifie en retour une prise en charge au nom, notamment, du péril vénérien. D'autre part, les travaux menés par des scientifiques montréalais à l'université Mc Gill sur les jeunes filles en institution acclimatent les recherches novatrices menées à Chicago par le docteur Healy en particulier, qui déplacent le diagnostic de l'hérédité vers l'environnement psycho-social de la jeune fille. Cependant, la *Cour des jeunes délinquants de Montréal* reste étrangement hermétique à ce champ de « l'hygiène mentale » jusqu'aux années 1940.

Comme l'a montré Theda Skocpol, le tribunal pour enfants participe du mouvement de réforme sociale « maternaliste », qui consacre, au nom d'une éthique protectionnelle, le rôle grandissant des femmes dans la vie publique.⁽²⁾ En retour, le contrôle sur les femmes comme cibles de ces politiques s'accroît également. Si les jeunes filles passent ainsi sous les feux des institutions socio-pénales, l'avatar de ces politiques est aussi le *mother blaming*, discours dénonçant les mauvaises mères. Introduisant un rapport de force au sein des familles, la justice des mineurs devient ainsi un site de contestation des normes entre générations. Les familles font appel à la Cour pour pallier le déclin de leur autorité sur les filles. En résulte la prépondérance des plaintes initiées par les parents eux-mêmes pour « incorrigibilité », « désertion » (de domicile), et vagabondage, ces catégories étant interchangeable. La police ne vient qu'au second rang des plaignants, un rôle croissant avec la mise en place d'une Juvenile Morality Squad à la fin des années 1930. Si la question des mœurs est au premier rang des récriminations des plaignants, l'indépendance économique est aussi pointée par les parents qui exigent une contribution des filles à l'économie familiale. Cette autonomie matérielle est finalement sexualisée de nouveau, à travers la question brûlante des loisirs commerciaux non encadrés : cinéma, dance, vie nocturne. Les enjeux culturels des clivages générationnels y éclatent avec fracas : on pointe cette nouvelle esthétique corporelle provocante et le déclin de la pudeur féminine, évolution caractérisée par la mode vestimentaire, le maquillage outrancier ou la coupe de cheveux courte. Sourd également la question raciale, les jeunes filles qui fréquentent les asiatiques ou les afro-américains faisant l'objet de réprobations parentales. Loin de rester passives, les jeunes filles construisent leur propre histoire affec-

(2) Skocpol (Theda),
*Protecting Soldiers
and Mothers : The
Political Origins of Social
Policy in the United
States*, Cambridge,
The Belknap Press of
Harvard University
Press, 1992, 714 p.

tive et sexuelle devant la Cour, usant de stratégies discursives subtiles. L'occasion leur est donnée de révéler des faits intimes et, fréquemment, les violences domestiques ou sexuelles qui ont pu susciter la recherche d'une vie sexuelle certes irrégulière, mais libératrice. Cependant, « devant cette cour, explique Tamara Myers, les experts ont renoncé à expliquer la délinquance par l'inceste comme catégorie d'analyse, ne laissant pas aux filles la possibilité d'être reconnues comme victimes » (p. 202-203).

Cet ouvrage se clôt par une étude consacrée à l'évolution du traitement institutionnel des jeunes filles au XX^e siècle, qui souligne que l'apparition de la justice des mineurs, pourtant fondée sur l'argument de la désinstitutionnalisation, n'a en réalité pas provoqué de baisse du taux d'incarcération, suscitant même la création d'une nouvelle école d'industrie côté anglophone, le Girl's Cottage Industrial School. Malgré une nette progression de l'approche psycho-sociale au sein du GCIS, l'arbitraire de l'enfermement est de moins en moins toléré par les jeunes filles, particulièrement après l'élévation de la majorité pénale de 16 à 18 ans en 1943. Ce nouveau public de jeunes femmes assumant leur style de vie, en demande d'autonomie affective comme matérielle, rejette, au nom de leurs droits, un modèle protectionnel jugé discrétionnaire. Des émeutes éclatent au Bon Pasteur et des évasions se répètent au GCIS en 1945-46, nécessitant l'intervention de la police provinciale, dans un brouhaha médiatique caractéristique des campagnes de presse contre les bagnes de gosses. Au Québec, comme au Canada,⁽³⁾ l'emblème de cette injustice n'est pas le chenapan de Prévert, mais la jeune fille « moderne » dont on reconnaît le droit à la liberté et au plaisir.

Quelques critiques peuvent être soulevées à la lecture de ce travail remarquable et inventif. Les données quantitatives sont parfois trop incertaines, reposant sur des échantillons hétérogènes ou des rapports administratifs imprécis. L'absence de comparaison plus systématique du traitement des affaires féminines avec les trajectoires des garçons contribue sans doute à singulariser les pratiques à l'égard des filles alors que la justice des mineurs répond aussi à d'autres logiques, modulant son action en fonction de critères de classes d'âge ou encore d'appartenance ethnique. Enfin, la rupture culturelle entre les « deux solitudes » qu'incarnent la communauté canadienne-française d'une part, et anglo-protestante, d'autre part, est-elle toujours aussi radicale ? Si les

(3) Sangster (Joan),
*Girls Trouble. Female
Delinquency in English
Canada*, Toronto,
Between the Lines,
2002, 213 p.

modèles institutionnels différent, le Bon Pasteur apparaissant comme une relique du XIXème siècle, les pratiques proprement judiciaires et le suivi en liberté surveillée sont très proches et témoignent d'une remarquable acculturation des deux paysages assistanciers. L'originalité des organisations juives de protection de la jeunesse est cependant très bien présentée. Malgré ces quelques réserves, cet ouvrage emporte l'adhésion : Tamara Myers prête une grande attention à la parole et à l'expérience des jeunes filles dans une perspective féministe tant heuristique qu'engagée ; elle intègre les analyses matérialistes de la meilleure histoire sociale nord américaine ; enfin, elle considère la délinquance juvénile comme un site d'observation du changement social dépassant la simple analyse des politiques pénales.

David Niget